

Commission économique pour l'Europe

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Sixième session

Budva (Monténégro), 11-13 septembre 2017

Extrait de l'additif au rapport de la sixième session de la Réunion des Parties (ECE/MP.PP/2017/2/Add.1)*

Adoptée par la Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement à sa sixième session

Décision VI/8b Respect par l'Autriche des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention

La Réunion des Parties,

Agissant en vertu du paragraphe 37 de l'annexe à sa décision I/7 sur l'examen du respect des dispositions¹,

Ayant à l'esprit les conclusions et recommandations énoncées dans sa décision V/9b² concernant le respect des dispositions par l'Autriche,

Prenant note du rapport du Comité d'examen du respect des dispositions créé en vertu de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, concernant la mise en œuvre de la décision V/9b sur le respect par l'Autriche des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention³,

Encouragée par la volonté de l'Autriche d'examiner de façon constructive avec le Comité les problèmes soulevés par le respect des dispositions en question,

1. *Fait sienne* la conclusion du Comité selon laquelle la Partie concernée n'a pas encore satisfait aux prescriptions de la décision V/9b ;

2. *Se félicite* des mesures prises à ce jour par la Partie concernée pour donner suite aux recommandations énoncées aux sous-alinéas i) et ii) de l'alinéa a) du paragraphe 3 de la décision V/9b, mais se déclare préoccupée par la lenteur des progrès accomplis par la Partie concernée pour donner suite aux recommandations énoncées au sous-alinéa iii) de l'alinéa a) du paragraphe 3 et au paragraphe 6 de la décision V/9b, compte tenu en particulier du temps

* Le texte de l'additif au rapport de la sixième session de la Réunion des Parties (ECE/MP.PP/2017/2/Add.1) est disponible en anglais, français et russe à : http://www.unece.org/env/pp/aarhus/mop6_docs.html#/.

¹ ECE/MP.PP/2/Add.8.

² Voir ECE/MP.PP/2014/2/Add.1.

³ ECE/MP.PP/2017/34.

qui s'est écoulé depuis que ces recommandations ont été adoptées par le Comité avec l'accord de la Partie concernée ;

3. *Réaffirme* sa décision V/9b et demande à la Partie concernée :

a) De prendre d'urgence les mesures législatives, réglementaires et administratives nécessaires et les dispositions pratiques voulues pour faire en sorte que les critères ayant trait au droit des organisations non gouvernementales de contester les actes ou omissions de particuliers ou d'autorités publiques contrevenant au droit national de l'environnement en vertu du paragraphe 3 de l'article 9 de la Convention soient révisés et expressément énoncés dans les lois sectorielles relatives à l'environnement, outre les critères ayant trait à la qualité pour agir accordée aux ONG dans le cadre des lois relatives à l'évaluation de l'impact sur l'environnement, à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, à la gestion des déchets et à la responsabilité environnementale ;

b) De faire également en sorte, lorsqu'elle prendra en compte l'alinéa a) ci-dessus, que les membres du public, y compris les ONG, aient accès à des procédures et voies de recours administratives ou judiciaires adéquates et efficaces pour contester les actes ou omissions de particuliers ou d'autorités publiques contrevenant à la législation nationale relative à l'environnement, y compris le droit pénal administratif et le droit pénal ;

c) De fournir au Comité, dès que possible et au plus tard le 1^{er} octobre 2018, un plan d'action détaillé sur la manière dont elle entend mettre en œuvre les recommandations énoncées ci-dessus ;

d) D'élaborer un programme de renforcement des capacités et de dispenser des formations sur la mise en œuvre de la Convention à l'intention des juges, des procureurs et des avocats ;

e) De fournir au Comité, avant le 1^{er} octobre 2018, le 1^{er} octobre 2019 et le 1^{er} octobre 2020, des rapports d'activité détaillés sur les mesures prises et les résultats obtenus dans la mise en œuvre des recommandations susmentionnées ;

f) De fournir, entre les dates susmentionnées de présentation des rapports, tout renseignement complémentaire que pourrait lui demander le Comité pour l'aider à examiner les progrès qu'elle aura accomplis dans la mise en œuvre des recommandations ci-dessus ;

g) De participer (soit en personne, soit par audioconférence) aux réunions du Comité au cours desquelles devront être examinés les progrès qu'elle aura accomplis dans la mise en œuvre des recommandations ci-dessus ;

4. *Décide* d'examiner la situation à sa septième session.